



L'entretien

Chapeau melon et gants de cuir, tout en élégance britannique, Percy Kemp joue avec jubilation les agents doubles : professionnel du renseignement le jour, écrivain de romans d'espionnage la nuit. A moins que ce ne soit l'inverse. Ce Britanno-Libanais au français impeccable brouille volontiers les pistes quand il s'agit de lui. Mais il porte un regard acéré sur les errements des services secrets des démocraties occidentales. Et sur les faiblesses de nos gouvernements modernes, qu'il a auscultés dans son dernier essai, *Le Prince*, paru en 2013. Voilà un homme qui refuse de voir le présent avec les yeux du passé et qui, pour autant, ne cède pas aux mirages de la cybersécurité.

Propos recueillis par Valérie Lion et Emmanuel Paquette

Photo : Jean-Luc Bertin/Pasco pour Le Vif/L'Express

PERCY KEMP

« La technologie aveugle le renseignement »

Le Vif/L'Express : Dix mois après les premières révélations d'Edward Snowden sur les écoutes massives pratiquées par les Américains, que l'on soit simple citoyen ou chef d'Etat, on ne sait plus qui est l'ennemi, qui est l'allié. Est-ce le signe de la faillite du renseignement moderne ou de son hyperpuissance ?

↳ Percy Kemp : Je penche plutôt pour la seconde option : nos gouvernements et nos sociétés privilégient le risque minimal, que ce soit dans la guerre – les Etats-Unis peuvent abattre des cibles humaines à 5 000 ou 8 000 kilomètres sans mettre en péril leurs soldats – ou dans la vie de tous les jours – l'obligation de porter la ceinture de sécurité en voiture, la lutte contre le tabagisme ou l'alcoolisme. Au nom du risque zéro et de la protection des citoyens, les services de renseignement justifient des actions que nous n'accepterions pas en temps normal. Cela conduit à des dérives, comme celles révélées par Edward Snowden. Les dérapages objectifs de la machine qu'il servait l'ont sans doute poussé à agir. Force est de constater qu'il n'a pas tout à fait tort : John Kerry (*NDLR : secrétaire d'Etat américain*) lui-même a reconnu que, peut-être, les Etats-Unis

avaient été trop loin et qu'on ne devrait pas faire tout ce qu'on peut faire. Or, ces derniers temps, nous avons privilégié le « pouvoir faire » au détriment du « devoir faire ».

La faute au progrès ?

↳ Aujourd'hui, dès que la technologie permet quelque chose, on le réalise. Pourquoi ne pas agir autrement, à l'instar des Allemands qui brident les voitures ? La finance en prend le chemin, depuis la crise de 2008. Dans le renseignement, les révélations de Snowden et des autres lanceurs d'alerte vont y conduire. Mais les dérives observées sont aussi dues à l'évolution de la nature même de la menace. Lorsque deux blocs s'affrontaient, Est contre Ouest, il était évident, en Europe de l'Ouest, de s'intéresser aux agents soviétiques, aux diplomates, aux membres du Parti communiste qui se rendaient souvent derrière le Rideau de fer, etc. Les efforts étaient concentrés sur ces individus, laissant hors d'atteinte des franges entières de la population. A présent, la menace est beaucoup plus « rhizomique ». Le renseignement doit étendre une toile plus large et s'intéresser aux citoyens lambda. A cela s'ajoute, bien sûr, l'excitation de la perfection que suscite la technologie.

Le Vif/L'Express : Dix mois après les premières révélations d'Edward Snowden sur les écoutes massives pratiquées par les Américains, que l'on soit simple citoyen ou chef d'Etat, on ne sait plus qui est l'ennemi, qui est l'allié. Est-ce le signe de la faillite du renseignement moderne ou de son hyperpuissance ?

↳ Percy Kemp : Je penche plutôt pour la seconde option : nos gouvernements et nos sociétés privilégient le risque minimal, que ce soit dans la guerre – les Etats-Unis peuvent abattre des cibles humaines à 5 000 ou 8 000 kilomètres sans mettre en péril leurs soldats – ou dans la vie de tous les jours – l'obligation de porter la ceinture de sécurité en voiture, la lutte contre le tabagisme ou l'alcoolisme. Au nom du risque zéro et de la protection des citoyens, les services de renseignement justifient des actions que nous n'accepterions pas en temps normal. Cela conduit à des dérives, comme celles révélées par Edward Snowden. Les dérapages objectifs de la machine qu'il servait l'ont sans doute poussé à agir. Force est de constater qu'il n'a pas tout à fait tort : John Kerry (*NDLR : secrétaire d'Etat américain*) lui-même a reconnu que, peut-être, les Etats-Unis

avaient été trop loin et qu'on ne devrait pas faire tout ce qu'on peut faire. Or, ces derniers temps, nous avons privilégié le « pouvoir faire » au détriment du « devoir faire ».

La faute au progrès ?

↳ Aujourd'hui, dès que la technologie permet quelque chose, on le réalise. Pourquoi ne pas agir autrement, à l'instar des Allemands qui brident les voitures ? La finance en prend le chemin, depuis la crise de 2008. Dans le renseignement, les révélations de Snowden et des autres lanceurs d'alerte vont y conduire. Mais les dérives observées sont aussi dues à l'évolution de la nature même de la menace. Lorsque deux blocs s'affrontaient. Est contre Ouest, il était évident, en Europe de l'Ouest, de s'intéresser aux agents soviétiques, aux diplomates, aux membres du Parti communiste qui se rendaient souvent derrière le Rideau de fer, etc. Les efforts étaient concentrés sur ces individus, laissant hors d'atteinte des franges entières de la population. A présent, la menace est beaucoup plus « rhizomique ». Le renseignement doit étendre une toile plus large et s'intéresser aux citoyens lambda. A cela s'ajoute, bien sûr, l'excitation de la perfection que suscite la technologie.

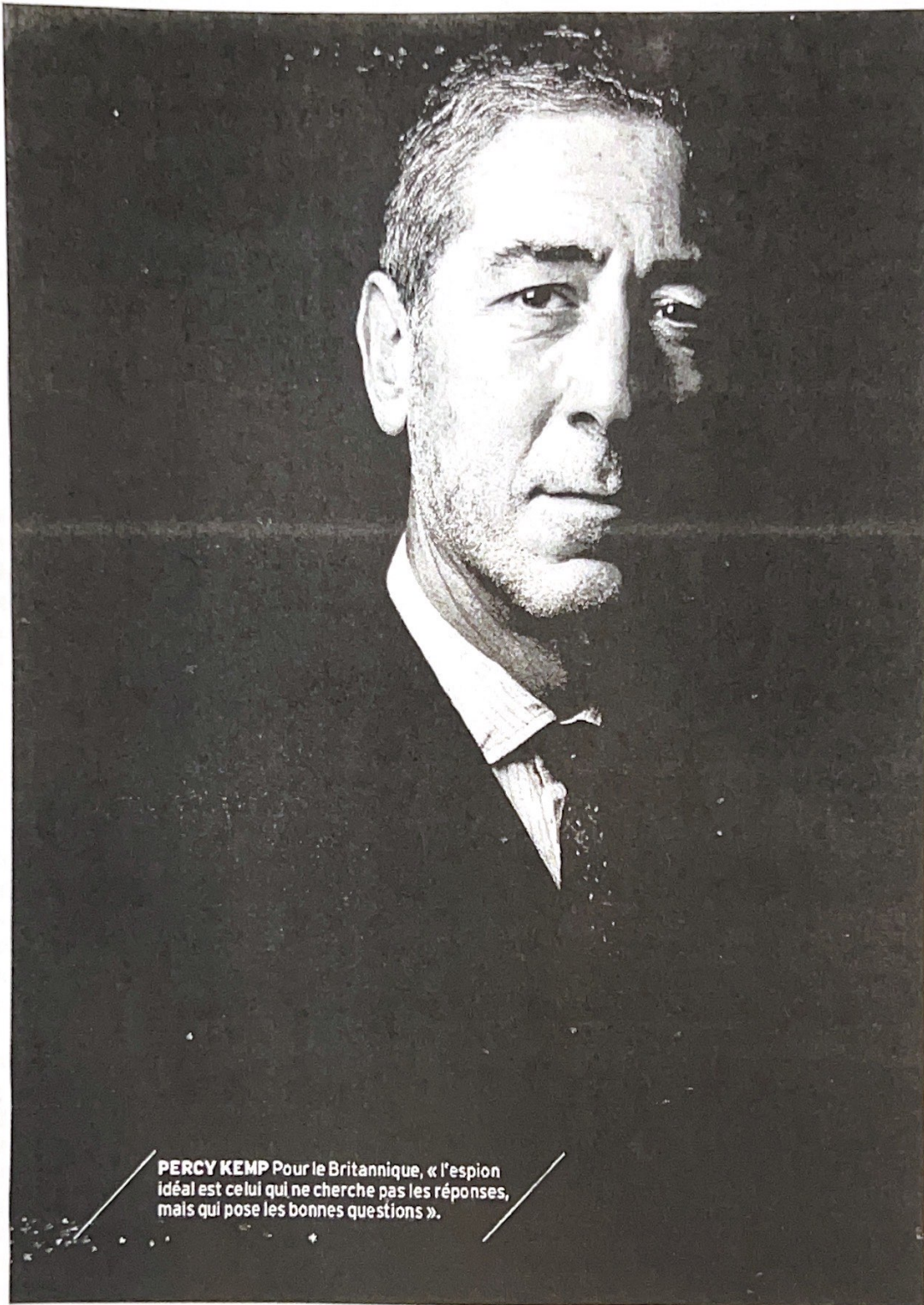
Le Vif/L'Express : Dix mois après les premières révélations d'Edward Snowden sur les écoutes massives pratiquées par les Américains, que l'on soit simple citoyen ou chef d'Etat, on ne sait plus qui est l'ennemi, qui est l'allié. Est-ce le signe de la faillite du renseignement moderne ou de son hyperpuissance ?

↳ Percy Kemp : Je penche plutôt pour la seconde option : nos gouvernements et nos sociétés privilégient le risque minimal, que ce soit dans la guerre – les Etats-Unis peuvent abattre des cibles humaines à 5 000 ou 8 000 kilomètres sans mettre en péril leurs soldats – ou dans la vie de tous les jours – l'obligation de porter la ceinture de sécurité en voiture, la lutte contre le tabagisme ou l'alcoolisme. Au nom du risque zéro et de la protection des citoyens, les services de renseignement justifient des actions que nous n'accepterions pas en temps normal. Cela conduit à des dérives, comme celles révélées par Edward Snowden. Les dérapages objectifs de la machine qu'il servait l'ont sans doute poussé à agir. Force est de constater qu'il n'a pas tout à fait tort : John Kerry (*NDLR : secrétaire d'Etat américain*) lui-même a reconnu que, peut-être, les Etats-Unis

avaient été trop loin et qu'on ne devrait pas faire tout ce qu'on peut faire. Or, ces derniers temps, nous avons privilégié le « pouvoir faire » au détriment du « devoir faire ».

La faute au progrès ?

↳ Aujourd'hui, dès que la technologie permet quelque chose, on le réalise. Pourquoi ne pas agir autrement, à l'instar des Allemands qui brident les voitures ? La finance en prend le chemin, depuis la crise de 2008. Dans le renseignement, les révélations de Snowden et des autres lanceurs d'alerte vont y conduire. Mais les dérives observées sont aussi dues à l'évolution de la nature même de la menace. Lorsque deux blocs s'affrontaient, Est contre Ouest, il était évident, en Europe de l'Ouest, de s'intéresser aux agents soviétiques, aux diplomates, aux membres du Parti communiste qui se rendaient souvent derrière le Rideau de fer, etc. Les efforts étaient concentrés sur ces individus, laissant hors d'atteinte des franges entières de la population. A présent, la menace est beaucoup plus « rhizomique ». Le renseignement doit étendre une toile plus large et s'intéresser aux citoyens lambda. A cela s'ajoute, bien sûr, l'excitation de la perfection que suscite la technologie.



PERCY KEMP Pour le Britannique, « l'espion idéal est celui qui ne cherche pas les réponses, mais qui pose les bonnes questions ».

**PERCY
KEMP**
**EN
8 DATES**

1952 Naissance à Beyrouth. **1968** Lecture de *L'Espion qui venait du froid*, de John le Carré. **1975** Diplôme du Pembroke College d'Oxford. **1978** Diplôme de la Sorbonne. **1982** Publication de son premier essai, *Territoires d'Islam*. **1984** Assassinat de son père lors de la guerre civile libanaise. **1986** Création de la société de conseil et de renseignement Middle East Tactical Studies. **2000** Publication de *Musc*, son premier roman.

Pourquoi les gouvernements manquent-ils tant de discernement à son égard ?

→ Non seulement la nature de la menace a évolué, mais ils doivent aussi faire face à l'étiollement de l'Etat-nation en raison de la mondialisation. Nos gouvernants se rendent compte que pratiquement tout leur échappe. A quoi sert aujourd'hui une loi de programmation militaire ? Auparavant, des scénarios étaient écrits sur de possibles invasions de chars des pays du pacte de Varsovie, et dans le cadre de l'Alliance atlantique chacun savait quels étaient sa place et son rôle. Ce n'est plus le cas. On ne sait plus ce que signifie une défense nationale. Dans la dernière loi de programmation militaire française, hormis le chapitre sur la dissuasion, le reste aurait pu être écrit par un avocat. On y trouve tout et son contraire. En réalité, il s'agit d'un exercice juridique et de relations publiques !

Malgré la fin de la guerre froide, des alliances subsistent : les Five Eyes, un groupe de pays créé autour des Etats-Unis en 1946, espionnent les autres mais ne s'espionnent pas entre eux...

→ Le monde peut être désordonné, mais, si l'on sait qui l'on est et ce que l'on veut, on a déjà fait une bonne partie du chemin ! Or la France ne le sait plus. Regardez son attitude à l'égard des islamistes : en Libye, Paris intervient pour déloger le régime et cela conduit à les renforcer ; au Mali, il les poursuit. C'est du pilotage à vue. Les Anglo-Saxons sont certes mieux nantis, mais uniquement parce que le grand frère américain leur donne une cohérence, au sein de ce groupe des cinq. Et dans cinquante ans, la prédominance des Etats-Unis ne sera peut-être plus la même. Nous assistons au deuxième basculement du centre du monde : le premier s'est opéré à l'époque de Machiavel, de la Méditerranée vers l'Atlantique, avec la prise de Constantinople par les Turcs, de Grenade par Ferdinand et Isabelle, et la découverte de l'Amérique. Ce mouvement avait privilégié la France, l'Angleterre, l'Espagne ou encore le Portugal. Aujourd'hui, un nouveau basculement est à l'œuvre, de l'Atlantique vers le Pacifique. Les Etats-Unis ont, d'ores et déjà, moins besoin des Britanniques. D'où une perte d'influence de l'Europe occidentale. La France et le Royaume-Uni, ses deux principales puissances militaires, se cherchent un nouveau rôle. Elles peuvent profiter des tensions entre les Etats-Unis et la Chine, mais leur pré carré sera, plus naturellement, l'Afrique et le Moyen-Orient.

On l'a vu avec les interventions en Libye, au Mali et, dans une moindre mesure, en Syrie...

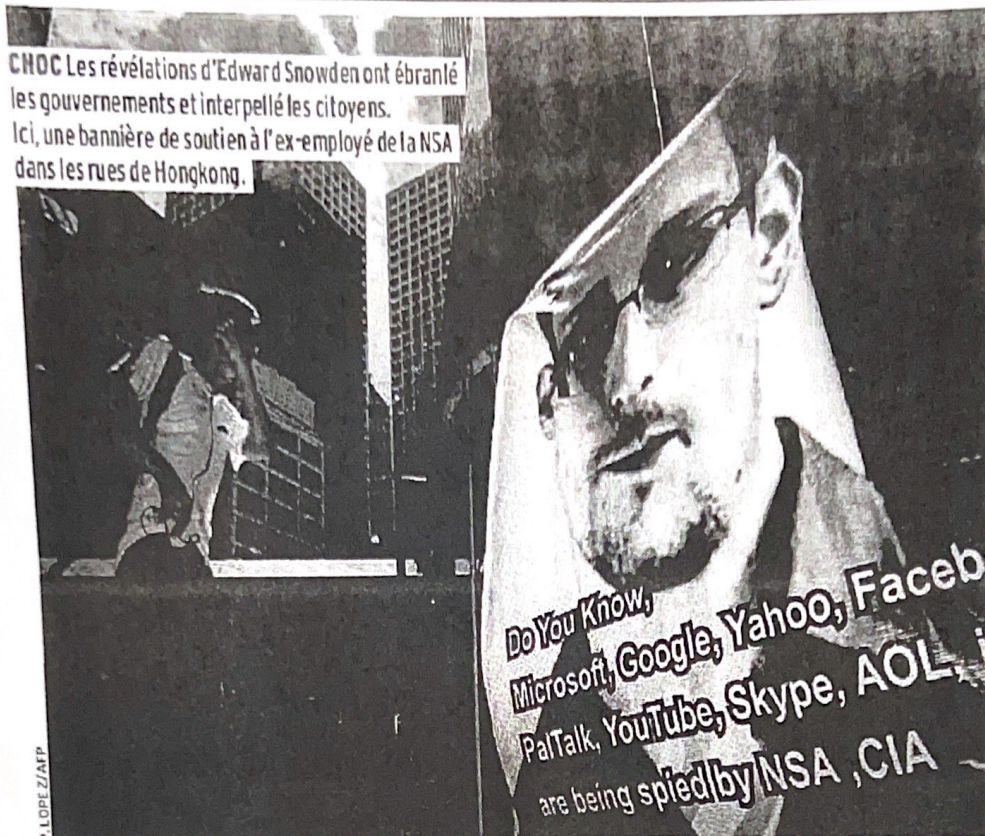
→ Tout à fait. Mais, à ce jour, la France et le Royaume-Uni font surtout de l'expansion « soft » : ils engagent des opérations militaires, en réaction à des événements, et avec une présence minimale. Or, une fois un territoire pris militairement, il faut l'occuper avec des populations, sinon cela ne sert à rien. En Afrique, une stratégie réussie supposerait d'accepter une certaine hybridation, à l'instar de la fameuse « chutneyfication », terme inventé par Salman Rushdie pour désigner le brassage qui a donné naissance aux dynasties anglo-indiennes. Si l'expansion en Afrique et au Proche-Orient est uniquement pensée en termes de frappe militaire et d'expédition punitive, cela ne peut pas fonctionner. Seule l'approche humaine est efficace. A condition d'accepter un apport de ces populations chez nous. Le plus intéressant, pour l'instant, dans le comportement de la France et du Royaume-Uni dans cette zone, c'est l'émergence d'une entente cordiale tacite : Paris et Londres sont en phase, ils n'ont même plus besoin de discuter pour prendre une décision.

Pourtant, cela ne les conduit pas à construire une politique de défense européenne ni une industrie européenne de défense...

→ Le type d'opérations menées actuellement n'est pas propice au développement d'armements sophistiqués, comme les chars Leclerc ou les avions Rafale. L'argent est surtout consacré aux budgets de fonctionnement, aux munitions ou aux primes d'invalidité. Ce n'est pas ainsi que l'on va inventer l'étrier qui avait révolutionné la cavalerie ! Et, parallèlement, cela laisse l'industrie de défense en mal de débouchés nationaux, plus dépendante de l'export. Le contrat de vente des Rafale en Inde pourrait ne pas être signé avant 2015. Ce qui place le groupe Dassault dans une situation délicate. L'Etat, qui n'a plus d'argent, doit donc chercher des clients à l'étranger. Pour ce faire, il peut être amené à adopter des positions ne correspondant pas aux besoins de sa défense nationale. La France épouse ainsi le point de vue saoudien sur la Syrie, espérant écouler des Rafale auprès de Riyad. Sans cette contrainte, sa politique en Syrie serait-elle la même ?

En revanche, les investissements dans la cybersécurité sont bel et bien là. Les révélations de Snowden ne créent-elles pas une escalade dans le cyberarmement ?

« Il ne faut jamais prendre pour argent comptant les conversations de quelqu'un pensant être écouté »



« Ce qu'a fait Snowden est phénoménal. Imaginez qu'il ait transmis ses informations aux Chinois ou aux Russes »

↳ Dans une guerre entre les pigeons et les rats, je miserais sur les rats ! Mais la tendance actuelle est aux pigeons : on reste le moins possible au sol. En témoigne le recours massif aux drones. Tim Berners-Lee, l'un des pères d'Internet, disait récemment que la décision des services de renseignement de casser le chiffrement des communications sur Internet était stupide, car cela contredisait les efforts des gouvernements pour lutter contre le cybercrime et la cyberguerre. On ne peut pas être assez naïf pour introduire une faiblesse dans le système et penser être les seuls à en profiter : ce que réussissent les agences étatiques, d'autres peuvent aussi y parvenir. Si nous étions sous la férule d'un Etat totalitaire surpuissant comme dans *1984*, le roman d'Orwell, cela pourrait fonctionner. Mais nous sommes plutôt dans une situation inverse, celle de l'étiollement des Etats-nations.